



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 59.310/4
du 10 mai 2016

advies 59.310/4
van 10 mei 2016

sur

over

un avant-projet d'ordonnance
de la Région de
Bruxelles-Capitale 'portant
assentiment à l'Accord de
siège, avec échange de lettres,
entre le Royaume de Belgique
et l'Organisation internationale
de Police criminelle, fait à
Lyon le 14 octobre 2014 et à
Bruxelles le 24 octobre 2014'

een voorontwerp van
ordonnantie van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest
'houdende instemming met het
Zetelakkoord, met uitwisseling
van brieven, tussen het
Koninkrijk België en de
Internationale Organisatie voor
Criminele Politie, gedaan te
Lyon op 14 oktober 2014 en te
Brussel op 24 oktober 2014'

Le 20 avril 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au développement à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance 'portant assentiment à l'Accord de siège, avec échange de lettres, entre le Royaume de Belgique et l'Organisation internationale de Police criminelle, fait à Lyon le 14 octobre 2014 et à Bruxelles le 24 octobre 2014'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 10 mai 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 mai 2016.

*

Op 20 april 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'houdende instemming met het Zetelakkoord, met uitwisseling van brieven, tussen het Koninkrijk België en de Internationale Organisatie voor Criminele Politie, gedaan te Lyon op 14 oktober 2014 en te Brussel op 24 oktober 2014'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 10 mei 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 mei 2016.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 3, 2^o, de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale' dispose que pour chaque projet d'acte législatif, chaque ministre établit un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes.

En vertu de l'article 13, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 2014 'portant exécution de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale', « le 'test genre' doit être complété avant la première mise à l'ordre du jour au Conseil des Ministres ».

En l'espèce, le dossier transmis au Conseil d'État ne contient aucun élément établissant que le « test genre » a été réalisé à propos du texte en projet, que ce soit avant ou après la délibération du Gouvernement relative à celui-ci, qui s'est tenue le 15 avril 2016.

Certes, au point C de son annexe, qui fixe le modèle du « test genre », l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 2014 exempte notamment du « test genre » « la réglementation d'approbation d'accords et de traités internationaux ». Toutefois, il n'en demeure pas moins que, même dans un cas d'exemption, le « test genre » doit être complété à tout le moins jusqu'à son point C.

Il appartient à l'auteur du projet de veiller à l'accomplissement de la formalité prescrite ¹.

2. Il résulte de l'article 6, § 1^{er}, 1^o, et § 2, de l'ordonnance du 8 septembre 1994 'portant création du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale', que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale sollicite l'avis du Conseil sur les avant-projets d'ordonnance relatifs aux matières relevant de la compétence de la Région et ayant une incidence sur sa vie économique et sociale.

¹ Voir l'avis 57.991/4 donné le 23 septembre 2015 sur un avant-projet d'ordonnance 'modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que l'article 112 de la nouvelle loi communale' (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux-Cap., 2015-2016, n^o A-287/1, pp. 8-10).

Dans sa lettre de demande d'avis, l'auteur de l'avant-projet indique ce qui suit :

« Het advies van de Economische en Sociaal Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werd gevraagd voor deze Overeenkomsten ».

Cet avis n'a cependant pas été transmis à la section de législation et il appartient à l'auteur du texte de veiller au bon accomplissement de cette formalité.

EXAMEN DE L'ACCORD DE SIÈGE

Dans l'avis 57.095/VR donné le 27 avril 2015 sur un avant-projet devenu le décret flamand du 30 octobre 2015 'houdende instemming met het zetelakkoord, met uitwisseling van brieven, tussen het Koninkrijk België en de Internationale Organisatie voor Criminele Politie – INTERPOL (O.I.C.P. – INTERPOL), ondertekend te Lyon op 14 oktober 2014 en te Brussel op 24 oktober 2014'², la section de législation, en chambres réunies, a formulé les observations suivantes :

(Traduction)

« EXAMEN DE L'ACCORD

Préambule

4. Le préambule de l'Accord mentionne que le Royaume de Belgique est représenté par le Gouvernement fédéral, le Gouvernement flamand, le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Gouvernement de la Communauté germanophone.

Le Conseil d'État, section de législation, a déjà relevé à de multiples reprises que ces formulations doivent s'entendre comme engageant également la Commission communautaire française puisqu'en exécution de l'article 138 de la Constitution, elle exerce des compétences de la Communauté française³. Par souci de sécurité juridique, il eût été néanmoins préférable que sa mention expresse en ait été faite dans la formule précitée⁴.

² *Doc. parl.*, Parl. fl., 2014-2015, n° 393/1, pp. 21-26. Voir, dans le même sens, l'avis 58.870/4 donné le 29 février 2016 sur un avant-projet de décret de la Communauté germanophone 'portant assentiment à l'accord de siège, avec échanges de lettres, entre le Royaume de Belgique et l'Organisation internationale de Police criminelle - INTERPOL (O.I.C.P. INTERPOL), signé à Lyon le 14 octobre 2014 et à Bruxelles le 24 octobre 2014'.

³ *Note de bas de page 2 de l'avis cité* : Voir par exemple l'avis 54.747/VR donné le 27 janvier 2014 sur un avant-projet devenu l'ordonnance du 3 avril 2014 'portant assentiment à : l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Office international des Epizooties, signé à Bruxelles, le 14 mars 2013', observation 3 (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.- Cap., 2013-2014, n° A 509/1, p. 7) et l'avis 56.731/VR donné le 19 novembre 2014 sur un avant-projet de décret de la Communauté germanophone 'zur Zustimmung zu dem Sitzabkommen zwischen dem Königreich Belgien und dem Internationalen Institut für Demokratie und Wahlhilfe, geschehen zu Brüssel am 15. Mai 2014', observation 2.

⁴ *Note de bas de page 3 de l'avis cité* : Pour sa part, la Commission communautaire commune ne doit pas être explicitement mentionnée, étant donné qu'elle n'a que des compétences limitées sur le plan international et qu'elle n'est notamment pas compétente pour conclure des traités (voir l'article 135 de la Constitution, l'article 63 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises' et l'article 16, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles').

Article 23

5. L'article 23, paragraphe 2, de l'Accord prévoit que le Ministre des Finances du Gouvernement belge (lire : du Gouvernement fédéral) fixe les limites et les conditions d'application de cette disposition (droit pour certains fonctionnaires du Bureau de liaison, pendant la période de douze mois suivant leur première prise de fonctions, d'importer ou d'acquérir, en franchise des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée, leurs meubles meublants et leur voiture automobile destinée à leur usage personnel).

Le Conseil d'État, section de législation, a déjà relevé par le passé qu'il ressort du principe de légalité en matière fiscale que le législateur doit fixer lui-même tous les éléments essentiels permettant de déterminer la dette d'impôt du contribuable, tels que les catégories de contribuables, l'assiette de l'impôt, le taux d'imposition et les exemptions ou modérations éventuelles et que, dès lors, une délégation de pouvoir au Gouvernement - *a fortiori* à un ministre – portant sur la détermination d'un ou de plusieurs de ces éléments est, en principe, inconstitutionnelle⁵. Partant, la délégation accordée au ministre qui a les Finances dans ses attributions, n'est admissible que si elle concerne la fixation de règles pratiques pour l'application de la disposition conventionnelle précitée et elle ne l'est pas lorsqu'elle porte sur les éléments essentiels précités.

Article 34

6. L'article 34, deuxième alinéa, de l'Accord dispose :

‘L'Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la date de la dernière notification avec effet à la date d'installation du bureau d'INTERPOL en Belgique au 1^{er} janvier 2012, sauf pour ce qui concerne les articles 3 et 20.4’.

Dans la mesure où les articles 3 et 20, paragraphe 4, de l'Accord, relatifs aux immunités qui sont accordées, sont exclus de cette rétroactivité, il n'y a évidemment pas d'objections juridiques. En effet, les poursuites déjà engagées ou les autres actes de juridiction au sens de ces dispositions du traité, conservent leur validité.

Il en va cependant autrement des immunités qui ne sont pas inscrites dans les dispositions qui viennent d'être évoquées (à savoir les immunités visées aux articles 18, 19 et 21 de l'Accord). En effet, la rétroactivité risquerait d'affecter la régularité des poursuites ou des procédures qui seraient déjà engagées et, par conséquent, de porter atteinte à la sécurité juridique et notamment aux droits des tiers concernés⁶. Pour ces motifs, toutes les immunités doivent être exclues du champ d'application de la rétroactivité conférée par l'article 34, deuxième alinéa, de l'Accord.

L'objectif poursuivi, à savoir que certaines immunités prévues par l'Accord puissent trouver à s'appliquer à partir de la date d'installation du Bureau de liaison, n'est d'ailleurs pas non plus réalisé par l'attribution d'un effet rétroactif à la loi d'assentiment. Conformément à l'arrêt de la Cour de Cassation du 12 mars 2001 dans l'affaire Ligue des États arabes⁷, le juge belge ne peut en effet décliner sa juridiction en raison d'une immunité prévue par un traité que le Roi a conclu mais que les parlements compétents n'ont pas encore approuvé. Force est en outre de constater que tout comme l'attribution d'un effet rétroactif aux immunités ne permet pas toujours de régulariser certains actes, la rétroactivité ne permet pas non plus d'annuler des actes : à cet égard, on peut notamment

⁵ Note de bas de page 4 de l'avis cité : Ainsi, par exemple, l'avis 56.731/VR, observation 3.

⁶ Note de bas de page 5 de l'avis cité : Avis 56.731/VR, observation 4.3.

⁷ Note de bas de page 6 de l'avis cité : Cass., 12 mars 2001, S.99.0103.F, *Ligue des États arabes*.

songer à l'impossibilité d'annuler une arrestation ou une saisie de documents officiels avec effet rétroactif (voir, par exemple, l'article 18 a) et c), de l'Accord)⁸.

Disposition finale

7. À la fin de la version en langue néerlandaise de l'Accord, après son article 34, il est mentionné que l'Accord est établi 'in tweevoud, in de Nederlandse, Engelse en Franse taal, zijnde de Franse en de Engelse teksten rechtsgeldig'⁹.

Invité à préciser le statut de la version en langue néerlandaise de l'Accord, le délégué a répondu [traduction] :

'Conformément à l'article 33.1 de la Convention de Vienne sur le droit des Traités, l'accord de siège est certes authentifié en langue française, anglaise et néerlandaise mais il ne fait foi que dans les deux premières langues (langues de travail officielles d'Interpol). La version en langue néerlandaise n'est donc pas utilisée dans le cadre de l'interprétation du traité'.

Le texte néerlandais de la formule précitée doit être adapté ou interprété au regard de cette déclaration ».

Les mêmes observations valent *mutatis mutandis* pour l'Accord de siège.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET D'ORDONNANCE

1. Dans l'intitulé ainsi qu'à l'article 2 de l'avant-projet d'ordonnance, il y a lieu de reproduire exactement l'intitulé du traité comme suit :

« Accord de siège, avec échange de lettres, entre le Royaume de Belgique et l'Organisation Internationale de Police Criminelle – INTERPOL (O.I.C.P. – INTERPOL), fait à Lyon le 14 octobre 2014 et à Bruxelles le 24 octobre 2014 »¹⁰.

2. Compte tenu de l'observation 7 de l'avis 57.095/VR reproduit ci-avant, l'auteur de l'avant-projet veillera à déposer sur le bureau du Parlement la version française et la version néerlandaise de l'Accord¹¹. Il en va de même des lettres des 14 et 29 janvier 2014 auxquelles l'avant-projet de décret entend porter assentiment et de leur traduction¹². Il va sans dire que l'ensemble sera publié au *Moniteur belge* avec l'ordonnance d'assentiment.

*

⁸ Note de bas de page 7 de l'avis cité : Avis 56.731/VR, observation 4.4.

⁹ Note de bas de page 8 de l'avis cité : Dans la version en langue française « en deux exemplaires, en langues française, anglaise et néerlandaise, les textes anglais et français faisant foi », et dans la version en langue anglaise « in duplicate, in the English, French and Dutch languages, the French and English texts being equally authentic ».

¹⁰ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 73.1.

¹¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 209, B..

¹² Voir les avis 57.095/VR et 58.870/4 précités.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Luidens artikel 3, 2°, van de ordonnantie van 29 maart 2012 ‘houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ stelt elke minister voor elk wetgevend ontwerp een evaluatieverslag op van de impact ervan op de respectieve situatie van vrouwen en mannen.

Krachtens artikel 13, § 2, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 april 2014 ‘houdende de uitvoering van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ “[wordt] de ‘gendertest’ (...) ingevuld voor de eerste toevoeging aan de agenda in de Ministerraad”.

In casu bevat het dossier dat aan de Raad van State is overgezonden geen enkel element waaruit blijkt dat de “gendertest” uitgevoerd zou zijn met betrekking tot de ontworpen regeling, noch vóór noch na de beraadslaging hierover binnen de regering, die op 15 april 2016 plaatsgehad heeft.

Weliswaar wordt in punt C van de bijlage bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 april 2014, waarin het model van de “gendertest” wordt vastgesteld, onder andere “[d]e wettelijke bepaling ter goedkeuring van akkoorden en internationale verdragen” vrijgesteld van de “gendertest”. Niettemin moet de “gendertest” zelfs in het geval van een vrijstelling op zijn minst tot aan punt C ervan worden ingevuld.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit vormvereiste wordt vervuld¹.

2. Uit artikel 6, § 1, 1°, en § 2, van de ordonnantie van 8 september 1994 ‘houdende oprichting van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ blijkt dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering het advies van die Raad moet inwinnen over de voorontwerpen van ordonnantie die betrekking hebben op aangelegenheden die onder de bevoegdheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vallen en een weerslag hebben op het economisch en sociaal leven.

¹ Zie advies 57.991/4, op 23 september 2015 gegeven over een voorontwerp van ordonnantie “tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, alsook van artikel 112 van de nieuwe gemeentewet” (*Parl. St. Br.* Parl. 2015-16, nr. A-287/1, 8-10).

De steller van het voorontwerp schrijft in zijn brief met de adviesaanvraag het volgende:

“Het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werd gevraagd voor deze Overeenkomsten.”

Dat advies is echter niet aan de afdeling Wetgeving overgezonden zodat de steller van de tekst erop dient toe te zien dat dit vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

ONDERZOEK VAN HET ZETELAKKOORD

In advies 57.095/VR, op 27 april 2015 gegeven over een voorontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het Vlaams decreet van 30 oktober 2015 ‘houdende instemming met het zetelakkoord, met uitwisseling van brieven, tussen het Koninkrijk België en de Internationale Organisatie voor Criminele Politie – INTERPOL (O.I.C.P. – INTERPOL), ondertekend te Lyon op 14 oktober 2014 en te Brussel op 24 oktober 2014’², heeft de afdeling Wetgeving, in verenigde kamers, de volgende opmerkingen geformuleerd:

“Onderzoek van het Akkoord

Aanhef

4. In de aanhef van het Akkoord wordt vermeld dat het Koninkrijk België wordt vertegenwoordigd door de federale Regering, de Vlaamse Regering, de Franse Gemeenschapsregering, de Waalse Regering, de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en de Regering van de Duitstalige Gemeenschap.

De Raad van State, afdeling Wetgeving, heeft al bij herhaling opgemerkt dat zulke formuleringen zo moeten worden opgevat dat ze ook slaan op de Franse Gemeenschapscommissie, aangezien die ter uitvoering van artikel 138 van de Grondwet bevoegdheden van de Franse Gemeenschap uitoefent.³ Met het oog op de rechtszekerheid was het echter beter geweest dat dit uitdrukkelijk in de aangehaalde formule was vermeld.⁴

² *Parl.St.* VI.Parl., 2014-15, nr. 393/1, 21-26. Zie in dezelfde zin advies 58.870/4, op 29 februari 2016 gegeven over een voorontwerp van decreet van de Duitstalige Gemeenschap houdende instemming met hetzelfde zetelakkoord.

³ *Voetnoot 2 van het geciteerde advies* : Zie bijvoorbeeld adv.RvS 54.747/VR van 27 januari 2014 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de ordonnantie van 3 april 2014 ‘houdende instemming met : het Zetelakkoord tussen het Koninkrijk België en de Wereldorganisatie voor Dierengezondheid, ondertekend te Brussel, op 14 maart 2013’, opmerking 3 (*Parl.St.* B.H.Parl. 2013-14, nr. A-509/1, 7) en adv.RvS. 56.731/VR van 19 november 2014 over een voorontwerp van decreet van de Duitstalige Gemeenschap ‘zur Zustimmung zu dem Sitzabkommen zwischen dem Königreich Belgien und dem Internationalen Institut für Demokratie und Wahlhilfe, geschehen zu Brüssel am 15. Mai 2014’, opmerking 2.

⁴ *Voetnoot 3 van het geciteerde advies* : De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van haar kant behoort niet uitdrukkelijk te worden vermeld, aangezien ze slechts beperkte bevoegdheden heeft op internationaal gebied en ze met name niet bevoegd is om verdragen te sluiten (zie artikel 135 van de Grondwet, artikel 63 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse instellingen’ en artikel 16, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’).

Artikel 23

5. In artikel 23, lid 2, van het Akkoord wordt bepaald dat de Minister van Financiën van de Belgische Regering (lees: van de federale Regering) de grenzen en de toepassingsvoorwaarden vastlegt van die bepaling (recht van bepaalde ambtenaren van het Verbindingsbureau om tijdens een periode van twaalf maanden na de eerste opname van hun functie hun meubelen en hun persoonlijk voertuig vrij van douanerechten en belasting over de toegevoegde waarde in te voeren of aan te kopen).

De Raad van State, afdeling Wetgeving, heeft er in dit verband in het verleden aan herinnerd dat uit het legaliteitsbeginsel in fiscale zaken voortvloeit dat de wetgever zelf alle wezenlijke elementen dient vast te stellen aan de hand waarvan de belastingschuld van de belastingplichtige kan worden bepaald, zoals de categorieën belastingplichtigen, de grondslag van de belasting, de aanslagvoet, en de eventuele vrijstellingen of verminderingen, en dat derhalve een delegatie van bevoegdheid aan de Regering – *a fortiori* aan een minister – die betrekking heeft op het bepalen van één of meer van die elementen, in beginsel ongrondwettig is.⁵ De aan de minister bevoegd voor Financiën toegekende delegatie is derhalve enkel toelaatbaar zo ze betrekking heeft op het bepalen van praktische regels voor de toepassing van de genoemde verdragsbepaling, en niet zo ze betrekking heeft op de genoemde essentiële elementen.

Artikel 34

6. Artikel 34, tweede alinea, van het Akkoord luidt:

‘Het Akkoord treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand die volgt op de datum van de laatste kennisgeving, met terugwerking tot de datum van de vestiging in België van het Bureau van INTERPOL op 1 januari 2012, tenzij voor wat betreft de artikels 3 en 20.4.’

In zoverre de artikelen 3 en 20, lid 4, van het Akkoord, die betrekking hebben op de immuniteiten die worden verleend, van die terugwerkende kracht worden uitgesloten, rijzen uiteraard geen juridische bezwaren. De rechtsgeldigheid van reeds ingestelde vervolgingen of van andere jurisdictionele handelingen, bedoeld in die verdragsbepalingen, blijft immers behouden.

Dit is evenwel anders voor de immuniteiten die niet zijn vervat in de zo-even genoemde bepalingen (namelijk de immuniteiten bedoeld in de artikelen 18, 19 en 21 van het Akkoord). De terugwerkende kracht zou immers de regelmatigheid van vervolgingen of procedures die reeds zouden zijn aangevat, kunnen aantasten en aldus de rechtszekerheid en inzonderheid de rechten van de betrokken derden in het gedrang kunnen brengen.⁶ Om die redenen dienen alle immuniteiten te worden uitgesloten van het toepassingsgebied van de terugwerkende kracht die wordt verleend bij artikel 34, tweede alinea, van het Akkoord.

Door het verlenen van terugwerkende kracht wordt overigens ook niet het oogmerk bereikt dat bepaalde bij het Akkoord verleende immuniteiten vanaf de datum van vestiging van het Verbindingsbureau toepassing zouden kunnen vinden. Overeenkomstig het arrest van het Hof van Cassatie van 12 maart 2001 inzake de *Liga van Arabische Staten*⁷ mag de Belgische rechter zich immers niet onbevoegd verklaren wegens een immuniteit die is bepaald in een verdrag dat reeds is gesloten, maar waarmee de bevoegde parlementen nog niet hebben ingestemd. Bovendien moet worden opgemerkt

⁵ Voetnoot 4 van het geciteerde advies : Zo bijvoorbeeld adv.RvS 56.731/VR, opmerking 3.

⁶ Voetnoot 5 van het geciteerde advies : Adv.RvS 56.731/VR, opmerking 4.3.

⁷ Voetnoot 6 van het geciteerde advies : Cass. 12 maart 2001, S.99.0103.F, *Liga van Arabische Staten*.

dat net zoals het verlenen van terugwerkende kracht aan immuniteiten het niet steeds mogelijk maakt om bepaalde handelingen te regulariseren, de terugwerkende kracht het evenmin mogelijk maakt dat handelingen ongedaan worden gemaakt: daarbij kan onder meer worden gedacht aan de onmogelijkheid om een aanhouding of een inbeslagname van officiële documenten met terugwerkende kracht ongedaan te maken (zie bijvoorbeeld artikel 18, a) en c), van het Akkoord).⁸

Slotbepaling

7. Op het einde van de Nederlandse versie van het Akkoord, na artikel 34 ervan, wordt vermeld dat het Akkoord is opgemaakt “in tweevoud, in de Nederlandse, Engelse en Franse taal, zijnde de Franse en de Engelse teksten rechtsgeldig”.⁹

Gevraagd om te preciseren wat het statuut is van de Nederlandse taalversie van het Akkoord, antwoordde de gemachtigde:

‘Overeenkomstig artikel 33.1 Weens Verdragenverdrag is het zetelakkoord weliswaar geauthentiseerd in het Frans, Engels en Nederlands, maar heeft het slechts rechtskracht in de twee eerste talen (officiële werktalen van Interpol). De Nederlandse taalversie wordt dus niet gehanteerd voor de uitlegging van het verdrag.’

De Nederlandse tekst van de genoemde formule dient in het licht van deze verklaring te worden aangepast of te worden gelezen. ”

Die opmerkingen gelden *mutatis mutandis* ook in deze zaak voor het Zetelakkoord.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP VAN ORDONNANTIE

1. Zowel in het opschrift, als in artikel 2 van het voorontwerp van ordonnantie dient het precieze opschrift van het akkoord weergegeven te worden, als volgt:

“Zetelakkoord, met uitwisseling van brieven, tussen het Koninkrijk België en de Internationale Organisatie voor Criminele Politie – INTERPOL (O.I.C.P. – INTERPOL)”, ondertekend te Lyon op 14 oktober 2014 en te Brussel op 24 oktober 2014”¹⁰.

⁸ Voetnoot 7 van het geciteerde advies : Adv.RvS 56.731/VR, opmerking 4.4.

⁹ Voetnoot 8 van het geciteerde advies : In de Franse taalversie “en deux exemplaires, en langues française, anglaise et néerlandaise, les textes anglais et français faisant foi”, en in de Engelse taalversie “in duplicate, in the English, French and Dutch languages, the French and English texts being equally authentic”.

¹⁰ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 73.1.

2. Gelet op opmerking 7 van het advies 57.095/VR hierboven vermeld moet de steller van het voorontwerp ervoor zorgen dat de Nederlandse en de Franse tekst van het Akkoord bij het bureau van het Parlement worden ingediend¹¹. Hetzelfde geldt voor de brieven van 14 en 29 januari 2014 waarmee bij het voorontwerp van decreet ingestemd wordt en voor de vertaling daarvan¹². Het spreekt vanzelf dat al die teksten samen met de ordonnantie houdende instemming met het akkoord in het Belgisch Staatsblad moeten worden bekendgemaakt.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

¹¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 209, B.

¹² Zie de voornoemde adviezen 57.095/VR en 58.870/4.